

# Règlement d'utilisation du LC 21 553.2 Fonds Colonies de vacances du Petit-Saconnex



*Adopté par le Conseil administratif le 12 décembre 2017*

Entrée en vigueur le 12 décembre 2017

---

*Le Conseil administratif de la Ville de Genève,*

*adopte le règlement municipal suivant :*

## **Préambule**

Le 20 avril 2004, l'association portant la raison sociale de Société des colonies de vacances du Petit-Saconnex s'est réunie en assemblée générale extraordinaire, lors de laquelle il a été décidé de sa dissolution, le résultat de la liquidation devant faire l'objet d'une donation à la Ville de Genève. La fortune résultant de la liquidation de l'association constitue le Fonds Colonies de vacances du Petit-Saconnex.

En accord avec la volonté de la donatrice, la Ville de Genève a l'obligation d'affecter la fortune ayant fait l'objet de la donation à la tâche spécifique de fournir une aide financière aux enfants habitant la Ville de Genève afin qu'ils puissent bénéficier de vacances.

Le présent règlement a pour but de déterminer la procédure d'utilisation du Fonds Colonies de vacances du Petit-Saconnex.

## **Chapitre I Dispositions générales**

### **Art. 1 Eléments constitutifs du Fonds**

<sup>1</sup> Le Fonds Colonies de vacances du Petit-Saconnex est un fonds de la Ville de Genève, constitué par la fortune ayant fait l'objet de la donation de l'association Société des Colonies de vacances du Petit-Saconnex, dissoute le 20 avril 2004.

<sup>2</sup> Le Fonds Colonies de vacances du Petit-Saconnex est constitué des éléments patrimoniaux suivants :

- fortune mobilière ;
- rendement de la fortune mobilière.

### **Art. 2 But et rattachement**

<sup>1</sup> Selon la volonté de la donatrice, le Fonds Colonies de vacances du Petit-Saconnex (ci-après : le Fonds) doit être utilisé par la Ville de Genève pour « fournir une aide financière aux enfants habitant la Ville de Genève afin qu'ils puissent bénéficier de vacances ».

<sup>2</sup> Au regard du but du Fonds, l'application du présent règlement est confiée au Département auquel le service des écoles et institutions pour l'enfance est rattaché.

### **Art. 3 Champ d'application**

<sup>1</sup> Le Fonds permet de financer des prestations d'aide financière et des projets d'aide en faveur des enfants habitant la Ville de Genève, afin qu'ils puissent bénéficier de vacances.

<sup>2</sup> Les prestations d'aide financière sont subsidiaires à toutes autres sources de revenus, aux prestations d'assurances sociales et à toutes les aides financières découlant du droit fédéral et du droit cantonal, ainsi que des règlements municipaux, notamment du règlement relatif aux aides financières du service social, du 17 décembre 1986 (LC 21 511) ou du règlement municipal sur les prestations accordées aux personnes âgées, veuves, orphelins et invalides, du 22 mars 2011

(LC 21 511.0). Elles ne se substituent à aucune des aides précitées et ne peuvent servir à les financer en aucune manière.

<sup>3</sup> Les prestations financières peuvent être versées et les projets réalisés, soit directement par le service des écoles et institutions pour l'enfance, soit par l'intermédiaire de structures publiques ou privées mandatées à cette fin.

#### **Art. 4 Principes applicables**

<sup>1</sup> Le présent règlement ne fonde aucun droit à une prestation d'aide de la Ville de Genève.

<sup>2</sup> Les décisions en matière d'octroi de prestations d'aide ne font pas l'objet d'un recours.

<sup>3</sup> Le magistrat ou la magistrate délégué-e adopte les directives d'application et signe les conventions. La compétence du Conseil administratif est réservée.

## **Chapitre II Utilisation des ressources du Fonds**

#### **Art. 5 Utilisation du rendement / des intérêts du Fonds**

<sup>1</sup> La magistrate ou le magistrat délégué-e est compétent-e pour décider de l'affectation du rendement du Fonds, à concurrence de CHF 20'000.-.

<sup>2</sup> Les prélèvements d'un montant supérieur à CHF 20'000.- sur le rendement ou les intérêts du Fonds sont de la compétence du Conseil administratif.

#### **Art. 6 Utilisation du capital du Fonds**

Le Conseil administratif est seul compétent pour décider des prélèvements sur le capital du Fonds, sous réserve des situations impliquant des compétences du Conseil municipal en application de la loi cantonale d'administration des communes (LAC ; RSGe B 6 05) du 13 avril 1984.

## **Chapitre III Commission consultative**

#### **Art. 7 Constitution et compétences d'une commission consultative**

<sup>1</sup> La magistrate ou le magistrat délégué-e constitue une commission consultative dont il ou elle sollicite l'avis, l'expertise et les propositions en matière d'utilisation du Fonds.

<sup>2</sup> La commission étudie et préavise les propositions de sollicitation du Fonds présentées par des tiers.

<sup>3</sup> Elle fait rapport au magistrat ou à la magistrate délégué-e.

<sup>4</sup> Le secrétariat de la commission consultative est confié au Département auquel le service des écoles et institutions pour l'enfance de la Ville de Genève est rattaché.

#### **Art. 8 Composition et séances de la commission consultative**

<sup>1</sup> La commission consultative est composée :

- de la magistrate ou du magistrat délégué-e, ou de sa ou son suppléant-e ;
- de la directrice ou du directeur du Département auquel le service des écoles et institutions pour l'enfance est rattaché, ou de sa ou son suppléant-e ;
- de la cheffe ou du chef du service des écoles et institutions pour l'enfance, ou de sa ou son suppléant-e.

<sup>2</sup> La commission peut également faire appel à des représentant-e-s d'autres départements municipaux lorsque leurs compétences s'avèrent utiles au traitement des dossiers.

<sup>3</sup> Elle siège au minimum une fois par année. Elle est présidée par le magistrat ou la magistrate délégué-e ou par tout autre membre qu'il ou elle aura désigné à cet effet.

## **Chapitre IV Dispositions finales**

#### **Art. 9 Rapport d'activité annuel**

La magistrate ou le magistrat délégué-e présente annuellement au Conseil administratif un rapport sur l'utilisation du Fonds et les projets soutenus.

**Art. 10 Gestion du Fonds**

Le Fonds est géré en application du règlement fixant les principes de gestion de la fortune des fonds spéciaux de la Ville de Genève (LC 21 821).

**Art. 11 Extinction**

Si les différentes ponctions prélevées sur le Fonds venaient à l'épuiser, il ne serait pas reconstitué.

**Art. 12 Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur dès son adoption par le Conseil administratif.